

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC/Réception des
soumissions - TPSGC
11 Laurier St./11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
Gatineau
Quebec
K1A0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Canadian Surface Combatant Project (CSC)/Projet Navire
de combat canadien (NCC)
105 Hôtel de Ville
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet Bid Evaluation Support Services	
Solicitation No. - N° de l'invitation W847S-150029/A	Date 2014-07-02
Client Reference No. - N° de référence du client W847S-150029	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$CSC-005-24555
File No. - N° de dossier 005csc.W847S-150029	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-07-21	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Finlayson, Jim	Buyer Id - Id de l'acheteur 005csc
Telephone No. - N° de téléphone (819) 997-7393 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS (DDR)

SOUTIEN RELATIF À L'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS PORTANT SUR LE NAVIRE DE COMBAT CANADIEN

POUR LE COMPTE DE

Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada
(TPSGC)

La présente demande de renseignements n'est pas une demande de soumissions. Le Canada souhaite obtenir les commentaires de l'industrie pour ce qui est du soutien relatif à l'évaluation des soumissions.

1.0 Introduction

1.1 Aperçu

Le projet de Navire de combat canadien (NCC) prévoit renouveler la flotte de navires de combat de la Marine royale canadienne (MRC) en remplacement et mise à jour des capacités des destroyers de la classe Iroquois et des frégates de la classe Halifax. On pourra ainsi acquérir des navires capables d'affronter les multiples menaces en plein océan et dans un environnement littoral très complexe. L'acquisition de ces navires permettra d'optimiser les caractéristiques communes et la conception des systèmes, ainsi que de faire en sorte que le Canada continue de surveiller et de défendre ses eaux et d'apporter des contributions importantes dans les opérations navales internationales.

Dans la foulée de la présente demande de renseignements (DDR), qui porte sur le soutien relatif à l'évaluation des soumissions pour le projet de NCC, le Canada souhaite obtenir de l'information à l'égard des services et produits logiciels offerts pour l'élaboration de critères d'évaluation et l'exécution d'un processus d'évaluation, en se fondant sur une méthodologie éprouvée et l'utilisation de logiciels.

Veuillez fournir des renseignements complets ne renvoyant pas à d'autres documents non inclus dans les réponses que vous fournirez en lien avec les questions figurant dans la DDR.

Note: Cet achat est assujéti à l'exception au titre de la sécurité nationale et il est donc exclu de toutes les obligations relatives aux accords commerciaux.

1.2 Objectifs de la DDR

La présente DDR vise à aider le Canada à déterminer la capacité de l'industrie à fournir les services et les logiciels facilitant l'acquisition des NCC.

Voici les objectifs de la DDR :

- a. offrir aux parties intéressées l'occasion de fournir des renseignements qui, selon elles, devraient être portés à l'attention du Canada pour ce qui est de planifier l'acquisition d'un savoir-faire avéré et de conseils professionnels, en appui aux approvisionnements complexes et à valeur élevée de la défense, grâce à des logiciels commerciaux permettant d'assurer la structure, la gestion et l'exécution nécessaires à l'évaluation des soumissions;
- b. permettra au Canada d'élaborer la demande de soumissions portant sur ces travaux.

2.0 Instructions à l'intention des répondants

Les sous-sections suivantes contiennent des instructions précises à l'intention des répondants.

2.1 Nature de la demande de renseignements

La présente DDR n'est pas une demande de soumissions et ne donnera pas lieu à l'attribution d'un contrat. Par conséquent, les fournisseurs éventuels de tous biens ou services décrits dans cette DDR ne devraient pas réserver des stocks ou des installations, ni affecter des ressources en fonction des renseignements présentés dans les présentes. Cette DDR n'entraînera pas la création d'une liste de fournisseurs; le fait qu'un fournisseur potentiel réponde ou non à cette DDR n'aura donc aucune incidence sur ses chances de participer à un processus d'achat éventuel. En outre, la présente DDR n'entraînera pas nécessairement l'achat de l'un ou l'autre des biens ou des services qui y sont décrits. Cet appel d'intérêt vise seulement à recueillir des commentaires de l'industrie sur les points qui y sont abordés.

2.2 Coûts relatifs à la réponse

Le Canada ne remboursera aucunes dépenses engagées par les répondants pour répondre à la présente DDR.

2.3 Traitement des réponses

Utilisation des réponses : Les réponses ne seront pas soumises à une évaluation officielle. Toutefois, le Canada pourra les utiliser pour élaborer ou modifier ses stratégies d'acquisition ou tout document préliminaire. Le Canada examinera toutes les réponses reçues d'ici la date de clôture de la DDR. Cependant, s'il le juge opportun, il pourrait examiner les réponses reçues après la date de clôture de la DDR.

Équipe d'examen : Une équipe d'examen composée de représentants du gouvernement du Canada étudiera les réponses. Le Canada se réserve le droit de recourir à des consultants indépendants ou à des ressources dont il dispose et qu'il juge nécessaires pour examiner les réponses. Les réponses ne seront pas toutes nécessairement examinées par l'équipe au complet.

Confidentialité : Chaque répondant devrait indiquer clairement chaque élément de sa réponse qu'il considère comme confidentiel ou de propriété exclusive. Le Canada et ses consultants traiteront ces parties en toute confidentialité sous réserve des dispositions de la Loi sur l'accès à l'information.

Rencontres à la suite de l'examen des réponses : Le Canada pourra tenir des rencontres individuelles avec les répondants après avoir examiné les réponses, pour obtenir des clarifications au sujet des renseignements fournis. Au besoin, ces rencontres auront lieu à l'endroit le plus propice, qu'il restera à déterminer. Ces rencontres se voudront une occasion d'échanger en personne avec les représentants des répondants. Ces derniers pourront solliciter une rencontre et leur demande sera prise en considération. Cependant, le Canada

déterminera s'il a besoin de renseignements supplémentaires de la part d'un répondant et planifiera une réunion en conséquence. Les répondants qui voudront solliciter une rencontre devront s'adresser à l'autorité contractante.

2.4 Format des réponses

La section 3 comprend des questions précises numérotées consécutivement. Les répondants doivent présenter leurs réponses en précisant le numéro de la question correspondante de la DDR. Ils doivent répéter la question avant de donner leur réponse afin d'aider les examinateurs.

Les répondants sont invités à fournir une copie électronique de leur réponse, en format PDF.

2.5 Système de numérotation

Chaque question porte un numéro unique. Les répondants sont priés d'utiliser dans leur réponse un système de numérotation correspondant à celui de cette DDR. Les renvois à des documents descriptifs, des manuels techniques et des brochures faisant partie de la réponse devraient être numérotés en conséquence.

2.6 Questions

Comme il ne s'agit pas d'un appel d'offres, le gouvernement du Canada ne répondra pas nécessairement à toutes les demandes d'information par écrit et n'enverra pas les réponses à tous les fournisseurs potentiels. Toutefois, les répondants qui ont des questions relatives à la DDR peuvent s'adresser à l'autorité contractante précisée ci-dessous.

2.7 Présentation des réponses

Les répondants devraient envoyer une réponse par courriel à l'autorité contractante identifiée aux présentes avant la date indiquée sur la première page de la DDR.

Tous les renseignements demandés doivent être fournis à l'autorité contractante, de préférence au plus tard à la date de clôture de la DDR.

2.8 Autorité contractante

Autorité contractante : Jim Finlayson
Adresse courriel : Jim.Finlayson@tpgsc-pwgsc.gc.ca
Numéro de téléphone : 819-997-7393

3. Questions

La présente section vise à obtenir de la rétroaction et des commentaires sur le soutien relatif à l'évaluation des soumissions. On demande de fournir des réponses et des commentaires détaillés.

Q1. Le Canada souhaite acquérir une solution globale de soutien relatif à l'évaluation des propositions liées aux approvisionnements très complexes et à valeur élevée de la défense. La solution consisterait entre autres à acquérir des services professionnels de soutien à l'élaboration des critères d'évaluation et des logiciels connexes en appui au processus d'évaluation et de sélection. Voici des exigences techniques éventuelles. Les critères énoncés ci-après vous semblent-ils raisonnables? Y a-t-il d'autres exigences à prendre en considération? Veuillez fournir des précisions.

Critère Obligatoire 1	Expérience de la prestation de services professionnels de soutien à l'élaboration de critères d'évaluation dans le cadre de cinq (5) processus concurrentiels d'approvisionnement très complexes et à valeur élevée de la défense au cours des cinq (5) dernières années.
Critère Obligatoire 2	Le logiciel doit avoir été utilisé en vue d'évaluer des propositions dans le cadre d'au moins cinq (5) processus concurrentiels d'approvisionnement très complexes et à valeur élevée de la défense au cours des cinq (5) dernières années.
Critère Obligatoire 3	L'entrepreneur doit, en tout temps pendant l'exécution du contrat, détenir une attestation de sécurité d'installation valide de niveau SECRET, émise par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC), de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une attestation de sécurité valide au niveau SECRET, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
Critère Obligatoire 4	L'entrepreneur doit signer une entente de non-divulgence conclue avant l'attribution du contrat.
Critère Obligatoire 5	Le logiciel doit être actuellement disponible sur le marché.

Q2. Le Canada souhaite acquérir une licence permanente pour l'outil logiciel. Quels éléments de la licence devraient être pris en compte d'un point de vue contractuel? Quel est le coût estimé de la licence? Le coût de la licence dépend-il du nombre d'utilisateurs?

Q3. Lorsqu'il s'agit d'émettre des licences et des unités appropriées de mesure, plusieurs aspects peuvent avoir une incidence sur un contrat éventuel. Quels aspects vous semblent importants?

Q4. Nous réalisons que des outils logiciels de soutien à l'évaluation sont actuellement disponibles sur le marché. Le Canada doit acquérir un outil adapté au contexte militaire. Y a-t-il des attestations, des qualifications ou des normes s'appliquant à cette catégorie de logiciels et à votre solution?

Q5. Des services hébergés peuvent-ils être offerts dans un domaine sécurisé? Par ailleurs, quelle infrastructure le Canada devrait-il envisager pour héberger votre solution?

Q6. Compte tenu des logiciels de gestion des besoins disponibles sur le marché (p. ex., IBM DOORS), logiciels Microsoft Office et logiciels d'application Web, quels sont les aspects dont le Canada devrait tenir compte pour ce qui est de l'interopérabilité entre votre solution et les types de logiciels précités?

Q7 Du point de vue de la gestion, le Canada estime que la responsabilisation, l'exactitude, l'accessibilité et la fonction d'établissement de rapports constituent des aspects importants. Quels autres aspects particuliers proposeriez-vous?

Q8 Du point de vue technique, le Canada estime que la sécurité, l'adaptabilité et la compatibilité constituent des aspects importants. Quels autres aspects particuliers proposeriez-vous?

Q9 Du point de vue de l'utilisateur, le Canada estime que la qualité en cours d'utilisation, la qualité d'exécution et la qualité des résultats constituent des aspects importants. Quels autres aspects particuliers proposeriez-vous?

Q10 À la lumière des questions ci-dessus, y a-t-il d'autres données, renseignements et/ou connaissances dont le Canada devrait tenir compte concernant la mise en œuvre de votre méthodologie en vue de l'élaboration des critères d'évaluation et de votre solution logicielle (p. ex., formation, ateliers et soutien)?